



La Rochelle le 15 mars 2017

Sur le quinquennat :

100 Mds d'investissements pour la transition écologique, l'économie de la mer et l'agriculture paysanne. C'est un emprunt qui ne dépassera pas 3,5 points de PIB en moyenne.

+173 Mds dans le budget de l'Etat et de la sécurité sociale.

+190 Mds de recettes. A terme, 4,6 points d'augmentation du PIB.

3 millions de création d'emplois.

Désendettement de 98% à 87% en fin de mandat.

Taux de chômage cible en 2022 : 6%

Inflation entre 2 et 4% ce qui permet d'absorber les éventuels hausses de taux d'emprunt sur les marchés.

Les prélèvements obligatoires passent de 45% à 49,1%

Le coefficient multiplicateur pris est de 1,4 (contre 3 côté FMI) : donc très prudent

Aujourd'hui, dette publique par habitant : 40 023 €

Demain avec le programme, actif public créé par les investissements par habitant : 48 318 €

Solde net par habitant : + 8 295 €. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a plus de dette, évidemment.

Impôt sur le revenu : passage de 5 tranches à 14. Ce qui permet de lisser beaucoup mieux qu'aujourd'hui, notamment minorer l'effet du passage d'une tranche à l'autre pour les bas et moyens salaires. L'idée, en dessous de 4000€ net, baisse des impôts. Entre 4 et 6000€, pas d'impact. Au-delà de 6000€, augmentation.

- Les dépenses :

33 Mds pour l'urgence sociale. (19% du total)

32 Mds pour le financement des retraites.(18,5%)

24 Mds pour éducation, culture, recherche (13,8%)

22 Mds pour revalorisation des salaires (12,7%)

21 Mds pour renforcer les services à la personne (12,1%)

17 Mds pour la jeunesse (9,8%)

10 Mds contrats coopératifs et sécurité (5,7%)

6 Mds autres (3,5%)

5 Mds sur la santé (3%)

3 Mds sur la justice (1,7%)

Total : 173 Mds

- **Les recettes :**

55 Mds liés à la relance économique (29%)

38 Mds liés aux niches fiscales (20%)

33 Mds liés aux nouveaux prélèvements obligatoires (17,3%)

30 Mds liés à l'évasion fiscale (15%)

21 Mds liés à l'arrêt du CICE et pacte de responsabilité (redirigé vers les TPE et PME) (11%)

13 Mds liés à l'optimisation du fonctionnement public (économies) (7%)

Total : 190 Mds

Par axe du programme :

- **Urgence sociale**

Rattrapage des salaires fonction publique : 14 Mds

Augmentation du SMIC : 7 Mds / an (dont environ 80% repartirait dans la consommation)

Retraite à 60 ans à taux plein avec 40 ans de cotisation : 18 Mds

Revalorisation des petites retraites : 13,8 Mds (au niveau du SMIC)

Relèvement du minimum vieillesse au seuil de pauvreté (1008€) : 2 Mds

350 000 places de crèche supplémentaires : +12 Mds

50 000 places en EHPAD : +5 Mds

0 obstacle accessibilité des handicapés : +10 Mds

- **Sécurité travail intégrale**

Contrats coopératifs (état employeur en dernier ressort) : 820 000 créations, 6,4 Mds sur 5 ans.

Indemnisation chômage (inclus les démissions) : 2 Mds en fin de mandat.

Economies sur les ASS + RSA : - 4,4 Mds

- **Eradiquer la pauvreté**

Les sans-abris (38 000 places de plus) : 700 Millions

1 millions de logements publics en 5 ans : 18 Mds

(Financement possible : taxe grand luxe, renforcement ISF, imposition sur hautes transactions immobilières, taxe sur transactions financières, réforme fiscale : 28 Mds).

100% des minima sociaux versés de manière automatique : 10 Mds

- **Jeunesse – contrat jeune**

Allocation autonomie étudiant / en formation (9600€ par mois) : ?

660 000 contrats jeunes : 5,6 Mds

- **Plan d'investissement de 100 Mds par emprunt via la BPI**

Vers 100% énergies renouvelables : +25 Mds

Isolation thermique 700 000 logements : +20 Mds

Plan ferroutage : +5 Mds

- **Consommer et produire autrement (Nouveau modèle agricole)**

Redéploiement de la PAC : 9,1 Mds (déjà existant et dans contexte UE)

Réorientation des crédits nationaux : 1,9 Mds

- **Le progrès humain – L'éducation**

Création de 60 000 enseignants sur 5 ans

Scolarité jusqu'à 18 ans (350 000 élèves) : 2 Mds

Gratuité totale des cantines, fournitures, transports et activités périscolaires : 5,2 Mds

60 000 enseignants + revalorisation des salaires : 3,1 Mds

Enseignement supérieur et recherche : +4,6 Mds

- **La Santé publique – La sécurité sociale 100%**

Pour sécu à 100% : 42,4 Mds

⇒ Réintégrer les mutuelles dans le champ de l'assurance maladie rapporte 26 Mds

⇒ Encadrement des prix du médicament rapporte 2,5 Mds

⇒ Régulation des prix dans l'optique et le dentaire rapporte 1,5 Mds

⇒ Economie sur frais de gestion rapporte 6,9 Mds

⇒ Suppression des dépassements d'honoraires : + 7,6 Mds

Recruter médecins (10 000) + soignants (52 500) : +3 Mds

Médecine scolaire, médecine du travail, médecins généralistes publics, 0 déserts médicaux : +4 Mds

- La Justice

Augmentation de 75% du budget sur 5 ans

+ 18 000 magistrats, greffiers, formateurs : +2,3 Mds

Augmentation des personnels police et gendarmerie (+ 10 000) : +355 millions

Remplacer l'opération sentinelle par la police : - 190 millions (économies)

Légalisation du cannabis : - 310 millions (économies)

- La culture

Budget additionnel : + 1,7 Mds (notamment pour résoudre la précarité des artistes)

- Commercer et protéger

Taxe carbone à 32€ la tonne : 1 Mds de recettes

Taxe sur les transactions financières : 5 Mds de recettes

+5000 nouveaux postes douaniers : + 200 millions

- Fiscalité

33 Mds / an de recettes supplémentaires attendues sur tout le programme fiscal (IR,IS,ISF,CSG)

58 Mds /an de recettes sur la suppression ou réorganisation de certaines niches fiscales

20 Mds /an de recettes sur la lutte contre la fraude

Conclusion :

Le programme agit dans tous les compartiments de la société, du progrès humain et de l'écosystème. Sur le chiffrage, il y a des investissements, des réorientations du budget de l'état, des économies et des recettes. On voit que sur 5 ans, le programme génère plus de recettes que de dépenses par l'effet du coefficient multiplicateur pris à 1,4 par précaution. Enfin, le programme prévoit une réduction du déficit au terme du mandat (sous 3%) et une réduction de la dette (de 98% à 87% du PIB).

Pascal l'insoumis, 22/02/2017. V2 le 14/03/2017 (publiée en pdf).

pbouy64@gmail.com